



MAIRIE DE LAVÉRUNE (Hérault)

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Préambule

Les modalités de fonctionnement du Conseil Municipal et les conditions de publicité de ses délibérations sont fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales et les dispositions du présent règlement.

Le règlement du Conseil municipal a été adopté dans la séance du conseil municipal du
.....2020

CHAPITRE PREMIER : LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- Article 1 : les réunions du conseil municipal page 4
- Article 2 : le régime des convocations des conseillers municipaux..... page 4
- Article 3 : l'ordre du jour page 4
- Article 4 : l'accès aux dossiers page 4
- Article 5 : la saisine des services municipaux page 5
- Articles 6 : les questions écrites page 5
- Articles 7 : les questions orales page 5

CHAPITRE DEUXIÈME : LA TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

- Article 8 : présidence..... page 5
- Article 9 : actes et tenue du public..... page 6
- Article 10 : police de l'assemblée..... page 6
- Article 11 : quorum..... page 6
- Article 12 : pouvoirs procurations..... page 7
- Article 13 : secrétaire de séance page 7
- Article 14 : personnel municipal et intervenants ectérieurs..... page 7

CHAPITRE TROISIÈME : LES DÉBATS ET LE VOTE DES DÉLIBÉRATIONS

- Article 15 : déroulement de la séance..... page 7
- Article 16 : débats ordinaires page 8
- Articles 17 : débats budgétaires..... page 8
- Article 18 : suspension de séance page 8
- Articles 19 : votes page 8

CHAPITRE QUATRIÈME : COMPTE-RENDUS DES DÉBATS ET DÉCISIONS

- Article 20 : procès verbaux..... page 9
- Article 21 : délibérations..... page 9
- Articles 22 : documents budgétaires..... page 9

CHAPITRE CINQUIÈME : LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

- Article 23 : les commissions permanentes..... page 10
- Article 24 : la commission d'appels d'offres page 10
- Article 25 : les commissions spéciales..... page 10
- Articles 26 : le fonctionnement des commissions..... page 10

CHAPITRE SIXIÈME : L'ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL

- Article 27 : le bureau municipal page 11

CHAPITRE SEPTIÈME : DISPOSITIONS DIVERSES

- Article 28 : le bulletin d'information générale page 11
- Article 29 : modification du règlement page 12
- Article 30 : application du règlement..... page 12

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX PREPARATOIRES

Envoyé en préfecture le 12/11/2020

Reçu en préfecture le 12/11/2020

Affiché le



ID : 034-213401342-20201105-2020_42-DE

ARTICLE 1 : LES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

ARTICLE 2 : LE REGIME DES CONVOCATIONS DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée sauf si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse..

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Une brève note explicative sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie aux heures ouvrées par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à trois jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

ARTICLE 3 : L'ORDRE DU JOUR

Le maire fixe, l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et qui est porté à la connaissance du public.

ARTICLE 4 : L'ACCES AUX DOSSIERS

Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Durant les trois jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers, en mairie uniquement aux heures ouvrées et sur rendez-vous.

ARTICLE 5 : LA SAISINE DES SERVICES MUNICIPAUX

Le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal.

Toute question, demande d'informations complémentaires ou interventions d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du maire ou de l' élu municipal délégué.

ARTICLE 6 : LES QUESTIONS ECRITES

Chaque membre du conseil municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune et l'action municipale.

ARTICLE 7 : LES QUESTIONS ORALES

Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Le texte des questions est adressé au maire trois jours au moins avant la réunion du conseil municipal. Passé ce délai, il y sera répondu lors de la séance suivante.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et concernent l'activité de la commune et de ses services. Elles sont traitées en fin de séance.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales, le justifient, le maire peut décider de les traiter dans le cadre de la réunion suivante du conseil.

Si l'objet des questions orales le justifie, le maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées.

CHAPITRE DEUXIEME

LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 8 : PRESIDENCE

Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son Président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre la séance, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote, met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séances, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances.

ARTICLE 9 : ACCES ET TENUE DU PUBLIC

Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huit clos.

Dans ce cas, nulle personne étrangère ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres du conseil municipal. Seul les membres du conseil municipal, les fonctionnaires municipaux et personnes, dûment autorisés par le maire, y ont accès.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, et garder le silence ; toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

ARTICLE 10 : POLICE DE L'ASSEMBLEE

Le maire fait observer le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et, en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions ci-dessous :

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du conseil municipal, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par le maire :

- rappel à l'ordre,
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal,
- la suspension et l'expulsion.

Est rappelé à l'ordre tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

Est rappelé à l'ordre, avec inscription au procès-verbal, tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre.

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le conseil municipal peut, sur proposition du maire, décider de lui interdire la parole pour le reste de la séance : le conseil se prononce à main levée, sans débat.

Si ledit membre du conseil municipal persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le maire peut décider de le suspendre de la séance et expulser l'intéressé.

ARTICLE 11 : QUORUM

Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum, à savoir la majorité des membres en exercice (la moitié + un), s'apprécie au début de la séance.

N'est pas compris, dans le calcul du quorum, le conseiller absent ayant donné pouvoir à un collègue.

ARTICLE 12 : POUVOIRS – PROCURATIONS

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être remis au maire au début de la séance ou parvenir par courrier, par courrier électronique ou être déposé au secrétariat du maire avant la séance du conseil municipal.

Un pouvoir peut-être établi au cours de la séance à laquelle participe un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de séance. Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

ARTICLE 13 : SECRETAIRE DE SEANCE

Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le maire pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

ARTICLE 14 : PERSONNEL MUNICIPAL ET INTERVENANTS EXTERIEURS

Le conseil municipal peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Peuvent assister aux séances publiques du conseil municipal, le(la) directeur(trice) général(e) des services de la mairie, ainsi que, le cas échéant, tout autre fonctionnaire ou personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par le maire.

Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire, et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.

CHAPITRE TROISIEME

LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

ARTICLE 15 : DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si le quorum est atteint et cite les pouvoirs reçus.

Le maire fait approuver le procès-verbal d'une précédente séance et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire annonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour et peut proposer une modification de l'ordre des points soumis à délibération. Le conseil accepte ou non, à la majorité absolue, la proposition.

Le maire demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Il rend compte des décisions qu'il a prises en vertu des délégations reçues du conseil municipal.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le maire ou les rapporteurs désignés par le maire.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

ARTICLE 16 : DEBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarter de la question ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire qui peut alors faire application des dispositions prévues à l'article 10 du présent règlement.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire.

Au delà de cinq minutes d'intervention, le maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure brièvement.

ARTICLE 17 : DEBATS BUDGETAIRES

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Trois jours au moins avant la réunion, les documents sur la situation financière de la commune, des éléments d'analyse (charges de fonctionnement, niveau d'endettement, caractéristiques des investissements, ratios établis par les services communaux, etc....) sont à la disposition des membres du conseil.

ARTICLE 18 : SUSPENSIONS DE SEANCE

Le maire met aux voix toute demande de suspension de séance, formulée par au moins trois membres du conseil municipal.

Le maire fixe la durée des suspensions de séance.

ARTICLE 19 : VOTES

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.

Il est voté au scrutin secret :

- soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;
- soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue au scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à l'égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Ordinairement, le conseil municipal vote à main levée, le résultat en étant constaté par le maire et par le secrétaire.

CHAPITRE QUATRIEME

COMPTE-RENDUS DES DEBATS ET DECISIONS

ARTICLE 20 : PROCES-VERBAUX

Les délibérations sont inscrites par ordre de date.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du conseil municipal donnent lieu à l'établissement du procès-verbal sous forme synthétique. Ce procès-verbal, une fois établi, est tenu à la disposition des membres du conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le désirent. Préalablement à sa ratification, le procès-verbal est envoyé aux conseillers municipaux par courrier électronique au moins 72 heures avant la tenue du conseil

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à l'une des séances qui suit son établissement.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

L'intervention est de courte durée et mention en est faite en marge du procès-verbal visé. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.

ARTICLE 21 : DELIBERATIONS

Les délibérations sont signées par le maire ou l'adjoint délégué et transmises au Préfet, conformément à la législation en vigueur. Elles mentionnent le nombre de membres présents et représentés, le respect du quorum, le texte intégral de l'exposé et indiquent la décision du Conseil Municipal.

Les délibérations des années échues sont publiées sur l'open data de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 22 : DOCUMENTS BUDGETAIRES

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

CHAPITRE CINQUIEME

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 23 : COMMISSIONS PERMANENTES

Le conseil municipal peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres. Le maire est président de droit.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

- Enfance Jeunesse 6 membres.
- Urbanisme et travaux 7 membres.
- Vie associative 7 membres.
- Vie économique 7 membres.
- Culture 6 membres.

ARTICLE 24 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres est constituée par le maire ou son représentant, et par trois membres du conseil élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions des articles L 1414-1 et L 1414-1 à 4 du CGCT.

ARTICLE 25 : COMMISSIONS SPECIALES

Le conseil municipal peut décider en cours de mandat, de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires. La durée de vie de ces commissions est dépendante du dossier à instruire : elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune, comprenant des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Il en fixe la composition sur proposition du maire. Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal.

ARTICLE 26 : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS

Les commissions sont convoquées dans les huit jours qui précèdent la réunion, ou, à plus bref délai, sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Le vice-président peut les convoquer et les présider en l'absence du maire.

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises.

Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.

L'adjoint ou le conseiller municipal du secteur concerné délégué de la commission est le rapporteur chargé de présenter l'avis de la commission au conseil municipal lors de la délibération devant lui.

Le responsable administratif ou technique du dossier peuvent assister aux séances des commissions permanentes et des commissions spéciales.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques.

CHAPITRE SIXIEME

L'ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL

ARTICLE 27 : LE BUREAU MUNICIPAL

Le bureau municipal comprend le maire et les adjoints.

Peuvent y assister, en outre, le directeur général des services et, éventuellement, toute autre personne qualifiée dont la présence est souhaitée par le maire. La séance n'est pas publique.

La réunion est convoquée et présidée par le maire ou, en cas d'empêchement, par un adjoint dans l'ordre du tableau.

Cette réunion a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la municipalité.

Le directeur général des services assure la transmission et le suivi des décisions auprès des services.

CHAPITRE SEPTIEME

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 28 : BULLETIN D'INFORMATION GENERALE

Conformément à l'article L. 2121-27-1 CGCT, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est de sept cent caractères au maximum, espaces compris. Les photos sont exclues.

Le maire, directeur de publication, se réserve le droit d'imposer sa charte graphique et la mise en page du contenu éditorial (police, couleur, taille de caractères etc...).

L'envoi des textes sera impérativement transmis aux services municipaux dix-huit jours avant la publication du document.

Une fois transmis au directeur de publication, les textes ne peuvent plus alors être modifiés dans leur contenu par leurs auteurs.

Le directeur de la publication se réserve le droit, le cas échéant, lorsque les conseillers n'appartenant pas à la majorité, est susceptible de comporter des allégations à caractère injurieux ou diffamatoire, d'en refuser la publication. Dans ce cas, les conseillers n'appartenant pas à la majorité en seront immédiatement avisés.

ARTICLE 29 : MODIFICATION DU REGLEMENT

Ce règlement peut, à tout moment, faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

ARTICLE 30 : APPLICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement est applicable dès son adoption par le conseil municipal. Il est adopté pour la durée du mandat.

**LE PRESENT REGLEMENT
QUI COMPORTE TRENTE ARTICLES A ETE ADOPTE
PAR DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU2020.**

**Le Maire,
Roger CAIZERGUES**